

<https://www.pressegauche.org/FN-au-plus-haut-et-regionalisme-en-expansion-Le-nouveau-visage-de-la-Corse>



FN au plus haut et régionalisme en expansion :Le nouveau visage de la Corse ?

- International - Europe -

**LA CORSE
INSOUMISE
PREND LE MAQUIS**



Date de mise en ligne : mardi 10 septembre 2019

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

photo et article tirés de NPA 29

Longtemps un bastion de la droite gaulliste, la Corse vote désormais massivement pour le RN aux élections nationales et pour les régionalistes aux élections locales. La situation sociale difficile, conjuguée à l'implantation forte du conservatisme, renforce le rejet des appareils politiques traditionnels et bénéficie à l'extrême-droite qui défend la préférence nationale.

Alors que le PCF était longtemps puissant sur l'île, la gauche radicale a subi de cuisants revers en 2017 et 2019. Au-delà des fantasmes d'une Corse exigeant à tout prix l'indépendance, la relation des insulaires au jacobinisme historique de l'État français est plus ambiguë qu'il n'y paraît.

Alors comment faut-il comprendre la politique corse ?

Entre 1981 et 2002, la Corse semble épargnée par la montée de l'extrême droite et du Front national, qui atteint pourtant tout le pourtour méditerranéen et les territoires en « périphérie » de la métropole, que ce soit le Sud-Est ou le Nord.

Au début de son ascension, le vote pour Jean-Marie Le Pen reste assez restreint en Corse, ne se situant qu'entre 10 et 13 % entre 1988 et 1995. Le cœur de son électorat se situait alors du côté du vote des pieds-noirs, encore très important dans la Plaine Orientale (le long de la côte en Haute-Corse entre Sari-Solenzara et Aléria) où ceux-ci ont notamment développé de grandes exploitations agricoles dans les années 1970.

Soit un espace assez réduit. Le positionnement de Jean-Marie Le Pen sur la Corse, l'avait également rendu persona non grata sur l'île, à tel point qu'il dut annuler un meeting à Bastia en février 1992 à cause de manifestations nationalistes qui l'empêchaient d'atterrir, au moment où on l'accusait d'avoir « demandé la peine de mort pour les prisonniers politiques corses ».

Mais la Corse devient vite une terre de conquête pour l'extrême droite : non seulement Jean-Marie Le Pen ne recule pas en proportion entre les échéances de 2002 et 2007 sur l'île (contrairement au continent) mais il y gagne plus de voix, en se situant à 15 % et, en 2012, Marine Le Pen réalise sur la région un de ses meilleurs scores, avec 24,39 % des voix (17,89 % à l'échelle nationale). En 2017, pour la première fois à une élection présidentielle, la Corse offre la première place à la candidate du Front national, devant François Fillon.

Un électorat populaire attiré par le FN

Que s'est-il passé ? Cela est d'autant plus impressionnant que, alors que les régionalistes enchaînent les succès sur l'île depuis 2012, le FN n'a absolument pas changé sa position concernant l'identité corse et le régionalisme en général : Marine Le Pen, de passage à Ajaccio lors d'un meeting de campagne le 8 avril 2017 avait elle-même rappelé son opposition à un statut particulier pour la Corse en annonçant sa volonté de dissoudre les conseils régionaux, et donc l'Assemblée territoriale de Corse qui allait bientôt être élue, pour revenir à une organisation jacobine « commune - département - nation ».

Une donnée, sociale, pourrait permettre d'éclairer la situation : dans cette région qui vit principalement du tourisme saisonnier, la précarité et la grande pauvreté augmentent considérablement, faisant de la Corse la région la plus pauvre de France, où une personne sur cinq y vit avec moins de 970 euros par mois en 2018.

Sans oublier le chômage qui y progresse plus vite que sur le continent. Alors que la demande de logements sociaux est forte, la plupart des constructions sur l'île, en augmentation, concernent des résidences secondaires qui représentent déjà 47 % des habitations dans la région ! Le prix du foncier ne cesse d'augmenter : entre 2006 et 2017, la surface moyenne des terrains a diminué de 36 % et les prix ont pourtant augmenté de 51 %. Pour les habitants les plus modestes de l'île, certaines communes entières deviennent ainsi inaccessibles.

Dans toute la région, la problématique de l'immigration finit également par faire les affaires du Front national, au moment où l'UMP puis le PS s'effondrent au niveau national après avoir déçu tour à tour. L'exploitation de la main-d'oeuvre immigrée à très bas coût est particulièrement visible en Corse, notamment dans le secteur agricole de la Plaine orientale. Ce qui ne laisse pas de marbrer le petit prolétariat corse, vivant en grande partie du secteur primaire, qui craint l'impact de l'immigration sur ses revenus.

Un électorat vite attiré par la proposition mariniste phare, à savoir la « préférence nationale » à l'embauche (rebaptisée « priorité nationale »). Interviewée en avril 2017 par France 3 Corse ViaStella, Marine Le Pen le dira elle-même, les problématiques des Corses sont les mêmes de ceux des habitants du continent, et ciblera elle-même ce qu'elle définira comme les problématiques communes : l'immigration, la sécurité, et sa fameuse « priorité nationale » à l'embauche.

Enfin, l'accélération des politiques libérales et austéritaires depuis les années 1990 amplifie évidemment le rejet de l'UE et du libre-échange économique, et pousse très vite toute une partie l'électorat, surtout sa frange populaire, dans les bras du FN, alors que PS et UMP faisaient campagne pour le « Oui » en 2005.

En effet, il ne faut pas oublier que lors des référendums de 1992 et 2005 sur Maastricht et sur le TCE la Corse figurait parmi les régions les plus « Non » aux deux référendums (plus de 55 % de « Non » en 1992 et 57,5 % en 2005). Bref, le rejet du libéralisme économique, la volonté de protection des frontières économiques contre le libre échange porté par l'Union européenne, la crainte du travail détaché et d'une immigration exploitée comme une « armée de réserve » au service du patronat jettent des milliers d'électeurs corses dans les bras du FN.

Depuis 2002, il apparaît en effet flagrant que le FN devient hégémonique dans les communes et les quartiers les plus populaires des villes de l'île. Dans les plus grandes villes de l'île, comme Ajaccio et Bastia, le vote FN passe à 25 % en 2012, puis à plus de 30 % en 2017 et 2019, offrant ainsi au FN la première place.

Et, alors qu'il réalise 30,41 % à Bastia le 26 mai 2019, le RN obtient 54,4 % dans le bureau de la salle polyvalente de Lupinu, dans les quartiers sud de la ville, populaires. Le vote Le Pen croît également considérablement dans les anciennes cités communistes de l'île, comme Cuttoli-Corticchiato, près d'Ajaccio, où le FN obtient la première place aux échéances de 2012, 2017 et 2019, ou encore à Sartène, perdue par le PCF en 2001, où Marine Le Pen arrive en tête au premier tour de l'élection présidentielle de 2017 et à l'élection européenne de 2019, devant les candidats soutenus par le PCF, que ce soient Jean-Luc Mélenchon ou Ian Brossat.

Une droite ultra-dominante bousculée par Marine Le Pen

La sociologie de la Corse, avec une population historiquement très rurale vivant de l'élevage et de l'agriculture, de tradition fortement catholique, en fait un des plus importants réservoirs de voix de la droite depuis la Libération.

Cet électorat se caractérise par son caractère très conservateur, marqué par la tradition catholique, et par son

souverainisme très prononcé, que l'on rattache à la tradition bonapartiste de l'île. Le culte du chef d'État fort explique ainsi qu'aux diverses échéances présidentielles sous la 5^e République, la branche gaulliste de la droite ait été toujours dominante, quelque soit la configuration.

Régionalistes : dominants aux élections locales, pas aux élections nationales

La croissance du FN en Corse, sans obstacle depuis 2012, paraît en parfaite contradiction avec l'explosion du vote en faveur des partis régionalistes aux élections à caractère local, qui dirigent la Corse depuis décembre 2015.

En effet, cette année-là, la liste des régionalistes de Femu A Corsica conduite par Gilles Simeoni (élu maire de Bastia en 2014), arrivée deuxième sur la région derrière celle du PRG conduite par le sortant Paul Giacobbi, l'emporte au second tour, après s'être allié à la liste des indépendantistes de Corsica libera conduite par Jean-Guy Talamoni.

Une première pour la Corse. Les deux listes prennent le contrôle de la région avec un projet en tête : jouer le bras de fer avec Paris pour parvenir à obtenir la co-officialité de la langue corse sur l'île, un statut particulier pour la région avec une autonomie politique renforcée (notamment en matière fiscale) et un statut de résident pour les habitants de l'île.

Et la reconnaissance du peuple corse comme spécifique, en contradiction avec la Constitution française de 1958. La fusion des départements et de la région en une seule collectivité territoriale unique, actée en 2017, sera une première concession faite aux nationalistes au pouvoir dans l'île (alors que les Corses avaient déjà rejeté le projet d'une telle collectivité unique par référendum le 6 juillet 2003).

Aux législatives de 2017, la Corse n'échappe pas à la règle selon laquelle la prime revient aux sortants et aux élus locaux. Les élus de droite retrouvent des scores plus ou moins élevés au premier tour. Les réseaux régionalistes, bénéficiant de leur nouveau poids régional acquis en 2015, profiteront à fond du caractère plus local du scrutin et la coalition nationaliste Pe À Corsica (rassemblement des autonomistes de Femu A Corsica et des indépendantistes de Corsica Libera) parvient à remporter trois circonscriptions sur quatre, en profitant notamment de la déconfiture de la droite après le premier tour de la présidentielle. Aux élections territoriales qui suivent, l'alliance nationaliste confirme sa domination de la vie politique locale avec près de 56,5 % des voix.

Malgré leur succès aux élections à caractère local, il faut relativiser l'impact des régionalistes sur les élections nationales : en effet, aux échéances nationales, l'électorat corse ne vote que très faiblement sur des considérations régionales ou en fonction des revendications régionalistes, comme en témoigne les succès des candidats Le Pen et Fillon sur l'île, tous deux très peu portés sur les réclamations régionalistes.

Autre exemple : en 2019, sur une participation moindre qu'en 2017, l'alliance entre EELV et Pe À Corsica (concrétisée par la reconduction sur la liste EELV de François Alfonsi, représentant sur la liste EELV de « Femu À Corsica », composante de la coalition nationaliste) n'obtient « que » 22 % (contre plus de 50 % pour toutes les listes nationalistes cumulées au premier tour des élections territoriales de décembre 2017) alors que le FN bat un nouveau record sur l'île. Même chose en 2014 quand, aux élections européennes, la liste régionaliste conduite dans la circonscription du Sud-Est par Bernard Vatton n'arrive que troisième sur la région avec 21 % des voix, derrière le FN et l'UMP.

Encore plus flagrant : le candidat apprécié des régionalistes corses aux dernières élections présidentielles, Jean Lassalle (qui s'était déclaré favorable à la co-officialité de la langue corse, à un référendum sur l'autonomie de la Corse et à la constitution d'un statut de résident en 2017), obtient certes un de ses meilleurs scores en France, mais celui-ci est de seulement 5 %. De même, la candidate EELV à l'élection présidentielle de 2012, Eva Joly, n'a obtenu

en Corse que 2,2 %, soit le même score qu'au niveau national, et ce malgré la proximité entre les EELV et des responsables de Femu A Corsica, comme Jean-Christophe Angelini et François Alfonsi.

Le succès des régionalistes sur l'île depuis 2012 tient en réalité à plusieurs facteurs, où la question de l'autonomie ou de l'auto-détermination de la Corse est finalement secondaire pour les électeurs : il repose d'abord sur leurs réseaux locaux, très développés depuis les années 1980, dans une région où le clanisme aux élections locales est déterminant.

En témoigne le fait que le PRG soit resté dominant dans la vie politique locale entre 2002 et 2015 malgré son effondrement aux élections nationales sur l'île depuis 2002 et l'échec de la gauche plurielle. Paradoxalement, Femu A Corsica et Corsica Libera ont aussi et surtout profité d'un fort mécontentement populaire envers les clans politiques corses, notamment envers le clan Giacobbi, qui tenait la Collectivité territoriale entre 2010 et 2015 sous la mandature de gauche et qui a vu son image gravement marqué par les affaires de détournement de fonds de Paul Giacobbi.

La force des régionalistes repose ensuite sur le grignotage de la droite traditionnelle depuis plus de dix ans aux élections locales en insistant sur la défense des traditions et du mode de vie corse - plus que sur une réelle volonté d'auto-détermination politique.

Cela se voit dans les résultats des élections législatives, où les candidats de la coalition Pè A Corsica décrochent la première place au premier tour dans plusieurs villes qui l'avaient attribué au candidat Fillon, comme à Aléria ou Corte.

Enfin les régionalistes captent depuis 2015 l'électorat populaire qui peut voter aussi bien pour la gauche radicale (PCF, Front de gauche, France Insoumise...) que pour le Front National, en dénonçant tantôt les politiques d'austérité pratiquées au niveau national, tantôt en défendant une « préférence régionale à l'embauche » sensée lutter contre le chômage et le dumping social qui ne laisse pas l'électorat populaire insensible. Leur positionnement en faveur de la création d'un « statut de résident » pour les habitants de l'île permettant d'accéder à la propriété après cinq ans de résidence dans l'île séduit également ces électeurs modestes qui y voient une façon de lutter contre la spéculation immobilière.

La drague de l'électorat « de gauche » a aussi été illustrée en 2014 par la curieuse alliance passée entre le chef de file de Femu A Corsica en Corse du Sud dans la ville de Porto-Vecchio et le PCF derrière Jean-Christophe Angelini. Il est possible de voir les succès de cette stratégie dans les résultats obtenus par le candidat régionaliste Paul-André Colombani dans la ville populaire de Sartène aux législatives de 2017, où il y réalise ses meilleurs scores aux deux tours en y devançant notamment au premier le candidat du PCF. Sans oublier le cas de la ville populaire de Cuttoli-Corticchiato, anciennement communiste, passée ensuite au PRG, qui a élu un maire régionaliste en 2010.

Le siphonnage des voix du FN par les régionalistes se constate dès le premier tour des régionales de décembre 2015, où les listes Simeoni et Talamoni réalisant leurs meilleurs résultats dans les villes où Marine Le Pen faisait ses meilleurs scores en 2012. Le FN tombe alors à 10,6 % sur l'île, très loin des 24,4 % obtenus par Le Pen en 2012. Cela se voit surtout à Scolca (29 % pour Le Pen en 2012, 67 % pour Simeoni et Talamoni au premier tour des régionales de 2015), et dans plusieurs communes de la Plaine orientale comme à Serra-di-Fiumborbo ou Prunelli-di-Fiumborbo.

Bref, c'est avec un attelage très variable et hétérogène que la coalition nationaliste triomphe en Corse, notamment aux dernières législatives. Un attelage hétérogène certes, mais toujours d'inspiration très libérale, comme en témoigne la position de ses députés à l'Assemblée Nationale, dans le groupe Territoire et Libertés, composé de

dissidents de la droite, de centristes et de macronistes, de radicaux de gauche, avec entre autres le député de Sarcelles François Pupponi élu sous l'étiquette PS (proche de Dominique Strauss-Kahn et ancien partisan de Manuel Valls). Enfin, les alliances répétées des régionalistes avec EELV (aux présidentielles de 2002 et 2007 et aux européennes de 2009 et 2019) signalent une vision de l'écologie comme devant être compatible avec le marché et une passivité face à une intégration européenne toujours plus renforcée.

Quand la gauche radicale se tire une balle dans le pied

Malgré la précarité en hausse et le déclin de la droite sur l'île, la gauche radicale ne parvient pas à tirer son épingle du jeu. Historiquement, le PCF était pourtant plus fort dans l'île que dans bien d'autres territoires du continent, même si son influence se limitait aux communes populaires et ouvrières proches du littoral, comme Sartène, et aux quartiers populaires des grandes villes de Bastia et d'Ajaccio.

Si le PCF réalise toujours dans la région des résultats sensiblement plus élevés que la moyenne nationale (5 % en 2002, 4 % en 2007, 3,9 % en 2019) cela reste plus faible que dans d'autres territoires (comme la banlieue parisienne) et surtout on constate très vite, aux échéances présidentielles depuis 2012, que celle-ci se heurte à un plafond de verre. Les scores plus ou moins élevés du PCF dans la région sont à comprendre au regard du poids et de l'importance de son réseau (certes déclinant) d'élus et de militants.

Le recul du PCF reste une réalité. Pour donner une idée, le PCF passe d'un peu plus de 16 % à l'élection présidentielle de 1981 à 3,9 % à l'élection européenne de 2019. Sans oublier la défaite de Dominique Bucchini, président communiste de l'Assemblée territoriale entre 2010 et 2015 avec la majorité d'Union de la gauche, aux municipales de 2001 à Sartène, qui a porté un coup dur au PCF de l'île.

De même, entre les échéances régionales de 2010 et de 2015, entre lesquelles il a pourtant participé à la majorité régionale d'Union de la gauche avec le PRG et Paul Giacobbi, le PCF poursuit sa descente : de 7,5 % en 2010 la liste conduite par Bucchini passe à 5,5 % en 2015. Au moment où le total des forces nationalistes explose.

En cause, le fait d'avoir sans aucun doute appuyé la politique du PRG sur l'île, qui laissait exploser les prix de l'immobilier et la spéculation immobilière, tout en ayant ouvert le débat sur la co-officialité de la langue corse en 2013, légitimant de fait les arguments identitaires des nationalistes et ayant inévitablement impacté la crédibilité du discours anti-libéral du PCF et du Front de gauche dans la région. Sans oublier, bien sûr, les affaires de Paul Giacobbi qui ont mis à mal le PRG et ses alliés.

En 2012, Jean-Luc Mélenchon, soutenu par le PCF, obtient tout de même un score proche de 10 %, loin d'être insignifiant. À l'époque, le candidat du Front de gauche, qui assume son discours jacobin, n'hésite pas à se rendre sur l'île pendant la campagne et à assurer un grand meeting de campagne en février 2012 à Bastia. Mais déjà, Le Pen est haute...

En 2017, le candidat JLM réalise un peu plus de 13,8 % sur l'île : une hausse de 4 points, contre 8,5 points au niveau national (et à Paris !), et des hausses de dix à vingt points dans les grandes villes du pays. Ainsi, la progression modérée du vote Mélenchon en Corse est similaire à d'autres régions où le FN réalise de gros scores, comme la Somme.

Pire encore, si Mélenchon réalise de bons scores dans les villes populaires de Sartène (23,53 %), Cuttoli-Corticchiato ou même à Bastia, il y arrive systématiquement derrière Le Pen. Il réalise en revanche ses meilleurs résultats dans les communes encore tenues par le PCF et où l'appareil militant s'est mobilisé en sa faveur,

comme en 2012, par exemple dans le village de Bilia (64,58 %).

Le score décevant de la France Insoumise à la présidentielle de 2017 en Corse s'explique principalement par deux éléments : le fait que Mélenchon ne soit pas venu faire campagne en Corse, à la différence de Le Pen, et la focalisation de sa campagne sur les grandes métropoles.

A la différence du FN qui bâtit son succès dans des territoires désindustrialisés, la campagne de la FI s'est centrée sur les grandes villes, avec des marches parisiennes, des meetings dans les grandes villes à répétition et une tournée en péniche dans les territoires du Paris « bobo » dans la dernière ligne droite de la campagne.

Malgré la drague des régionalistes par la gauche radicale (alliance du PCF avec certains leaders régionalistes en 2014 comme à Porto-Vecchio et quasi-soutien de Mélenchon au chef de file des régionalistes Gilles Simeoni aux territoriales de 2017), le PCF reste cantonné à son noyau dur d'électeurs et la FI s'effondre à 3 % dès 2019, derrière le PS et le PCF.

La position de Mélenchon, un jacobin qui a passé sa vie politique à dénoncer le régionalisme, en a surpris plus d'un : après les yeux doux envers la coalition régionaliste en 2017, le leader de la FI a engagé une purge des militants insoumis corses qui restaient depuis la présidentielle de 2017 et qui défendaient majoritairement une alliance avec le PCF aux territoriales. (Extraits)

Elie Claustre 6 septembre 2019

<https://lvsl.fr/>

Lire aussi :

A Manca

Commentaire :

LVSL est proche de la FI et nous ne partageons pas son « jacobinisme » !